



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



2021

RAPPORT ANNUEL
DES RÉSULTATS

MADAGASCAR



SOMMAIRE

a	ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	1
	AVANT-PROPOS	2
i	INTRODUCTION	4
	Le système des Nations Unies à Madagascar	5
	Principaux partenaires de développement du SNU dans le pays	6
1	PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL	8
2	APPUI DU SNU AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES	10
	2.1. Priorités programmatiques et réalisations	11
	2.2. Appui aux partenariats et financement de l'agenda 2030	30
	2.3. Résultats du SNU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience du SNU	34
	2.4. Aperçu financier et mobilisation des ressources	36
3	PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2022	47



AIEA	Agence Internationale de l'Énergie Atomique	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
CERF	Fonds central de réponse aux urgences des Nations Unies (United Nations Central Emergency Response Fund)	ONU - HABITAT	Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
CTD	Collectivités territoriales décentralisées	ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies de Lutte contre le VIH/sida
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	PAM	Programme Alimentaire Mondial
FDS	Forces de défense et de sécurité	PCI	Prévention Et Contrôle Des Infections
FEFFI	Farimbon'Ezaka ho Fahombiazan'ny Fanabeazana eny Ifotony (comité de gestion de l'école)	PME	Petites et Moyennes Entreprises
FIDA	Fonds international de développement agricole	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	SNU	Système des Nations Unies
GAVI	Alliance du vaccin et de l'immunité (Global Alliance for Vaccines and Immunization)	TM	Tonne Métrique
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	UNCDF	United Nations Capital Development Fund
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires	UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (United Nations Development Assistance Framework)
ODD	Objectifs de Développement Durable	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
OIT	Organisation Internationale du Travail	UNSDCF	Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (United Nations Sustainable Development Cooperation Framework)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé	VBG	Violence basée sur le genre
ONG	Organisation non gouvernemental	WASH	Eau, assainissement et hygiène (water, sanitation and hygiene)



Avant- propos

“Reconstruire en mieux”

Tel est le mot d'ordre qui a conduit toutes les actions des Nations Unies pour l'année 2021.

Suite à la pandémie de la Covid-19 qui a laissé des conséquences néfastes dans la vie de la population notamment dans le domaine socio économique, il est nécessaire de récupérer et redoubler d'efforts pour les actions en faveur des Objectifs de développement durable (ODD), au cours de cette décennie d'action, et ne laisser personne pour compte.

Face aux impacts du changement climatique, causes majeures de la prolongation de la sécheresse dans le Sud de Madagascar, les différentes formes de violences et les insécurités, les agences du système des Nations Unies à Madagascar n'ont pas ménagé leurs efforts en faveur du développement par l'accompagnement des actions du Gouvernement et en restant aux côtés de la population.

Dans un monde fragilisé par la crise sanitaire devant un pays encore vulnérable à la pauvreté et la malnutrition aiguë, la promotion de la paix, des droits humains et de l'égalité constituent des valeurs qui garantissent la stabilité et la cohésion sociale permettant au pays d'avancer vers le développement durable.

Malgré la persistance de la crise sanitaire et la situation dans le Sud qui s'est empirée, de nombreux défis ont été relevés et des résultats concrets ont marqué 2021, en appui aux efforts du Gouvernement au bénéfice de la population et en collaboration avec les partenaires techniques et financiers.

Nous pouvons dire également que l'année 2021 fut une année de transition, car nous avons terminé le cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et la signature avec le Gouvernement. Ce dernier nous mène vers de nouveaux horizons, avec une volonté affichée d'alignement aux priorités nationales et d'appropriation du plan par le Gouvernement.



Toutes nos actions tendent vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en ne laissant personne de côté selon l'agenda 2030 : mettre fin à l'extrême pauvreté ; lutter contre les inégalités, l'exclusion et l'injustice ; régler le problème du changement climatique.

La décennie d'action nous interpelle à mieux agir et à redoubler d'efforts pour nos peuples, et notre planète.

Tous nos remerciements et reconnaissances vont à l'endroit : de nos partenaires ; partenaires étatiques et gouvernementaux ; partenaires techniques et financiers ; les organisations de la société civile ; le secteur privé ; les chefs de villages ; les femmes ; les jeunes ; en somme la population dans toutes ses composantes.

Toutes nos félicitations pour les efforts déployés dans l'accompagnement des actions menées pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Ce rapport relatara ces principaux axes de développement au niveau national et régional : les appuis des Nations Unies aux priorités de développement nationales y compris les priorités programmatiques et les réalisations ainsi que les appuis aux partenariats et aux financements de l'agenda 2030 sans oublier de mettre en exergue la cohérence, l'efficacité et l'efficience des agences en travaillant ensemble.

Les temps de grandes épreuves sont aussi des temps de grandes opportunités. Les différents défis de 2021 nous laissent une porte d'entrée pour mieux affronter l'année 2022 avec plus de détermination pour le relèvement.

Ensemble,
façonnons un
monde meilleur !

Issa SANOGO,

**COORDONNATEUR RÉSIDENT
ET HUMANITAIRE
NATIONS UNIES MADAGASCAR**





Intro- duction



Le système des Nations Unies à Madagascar

Pour le système des Nations Unies (SNU) à Madagascar, 2021 a été une année charnière. Au premier juillet, le cycle de programmation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2015-2021 s'est clôturé pour passer le relais au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2021-2023. Ce passage, qui incarne l'esprit de la réforme du système de développement des Nations Unies, se matérialise dans un cadre de coopération avec quatre priorités stratégiques, qui est conçu comme le tremplin pour accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), moyen pour

reconstruire en mieux après la pandémie de la Covid-19, et manifester le nouvel engagement du SNU en appui à l'émergence de Madagascar.

Le changement d'orientation stratégique, programmatique et opérationnelle de l'UNSDCF 2021-2023 a requis la revue de la composition de l'équipe du pays des Nations Unies et de l'ensemble des moyens mis à disposition. Dans le courant de l'année, l'équipe locale à Madagascar a été reconfigurée en 19 agences, renforcée en nombre et expertises sectorielles et en présence de proximité.



Principaux partenaires de développement du SNU dans le pays

Les partenariats ont été établis dans le cadre des thématiques et domaines concernés dans l'UNSDCF qui sont : l'accès aux opportunités de revenus et d'emplois, l'amélioration de la résilience et protection de l'environnement, la croissance inclusive et équitable, la gouvernance apaisée et protectrice des droits humains, l'accès et l'utilisation des services sociaux de base de qualité, tout en tenant compte des principes programmatiques de considération des personnes vulnérables et celui de ne laisser personne de côté.

ACADÉMIE CENTRE DE RECHERCHE CENTRE DE FORMATION

Académie Nationale de Médecine (CEAS) ; AIDER ; Centre d'Études et de Recherches Démographiques (CERED) ; Centre Écologique Albert Schweitzer ; Centre National de Recherche sur l'Environnement (CNRE) ; École Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) ; École Nationale de Magistrature et des Greffes (ENMG) ; École Supérieure Polytechnique d'Antananarivo (ESPA) / Départements Génie Electrique et Génie Hydraulique (DGEHG) ; École Supérieure de Sciences Agronomique Université Antananarivo (ESSA) ; Fanamby ; Université de Tuléar

FONDS SPÉCIAUX THÉMATIQUES

CERF ; GAVI ; Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose ; Fonds vert climat ; Global Environment Facility ; Maternal Health Trust Fund (fonds mobilisés au niveau siège) ; SDG Fund ; Trust Fund Small Contribution ; Fonds pour la consolidation de la paix

INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Banque Africaine de Développement ; Banque Mondiale ; FIDA ; KFW ; OPEC Fund for International Development (OFID) ; Power of Nutrition ; Société financière internationale (IFC)

INSTITUTIONS, MINISTÈRES, AUTRES ENTITÉS NATIONALES

Assemblée Nationale ; BIANCO ; Cour Suprême ; CSI ; Institut National de la Statistique ; Institut National du Travail ; Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ; Ministère de l'Aménagement de Territoire ; Ministère de la Justice ; Ministère de la Santé Publique ; Ministère de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement ; Ministère de l'Économie et des Finances ; Ministère de l'Éducation Nationale ; Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ; Ministère de l'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ; Ministère de l'Environnement et de Développement Durable ; Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation ;

Note : Cette liste n'est pas exhaustive



INSTITUTIONS, MINISTÈRES, AUTRES ENTITÉS NATIONALES (SUITE)	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ; Ministère de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue ; Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme ; Ministère des Affaires Étrangères ; Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques ; Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et Télécommunications ; Ministère du Travail et de la Fonction Publique et des Lois Sociales ; Office National de la Nutrition ; Pôle Anti-Corruption ; Présidence de la République ; Primature ; Régions ; SAMIFIN ; Secrétariat d'État chargé de la Gendarmerie Nationale ; Secrétariat d'État en charge des nouvelles villes et de l'habitat ; Sénat
PARTENAIRES BILATÉRAUX	Allemagne ; Australie ; Belgique ; Canada ; Chine ; Corée du Sud ; Danemark ; Espagne ; États-Unis d'Amérique ; France ; Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord ; Italie ; Japon ; Mauritius ; Monaco ; Norvège
PARTENAIRES MULTILATÉRAUX ET COOPÉRATION RÉGIONALE	Commission de l'océan Indien ; Délégation de l'Union Européenne ; Union Africaine
PHILANTHROPIE	Fondation Axian ; Fondation Bill et Melinda Gates
SECTEUR PRIVÉ	Agence CAPSULE ; Biotopie Madagascar ; Central d'achat SALAMA ; Centre formation coiffure ; Compagnies de téléphonie mobile ; Coopérative Kovapamina ; Coopérative Mampiratra ; Coopérative TNIM ; Coupe, couture J4 ; Entreprises BTP ; EST ; HIER ; Mahafarimanana Tovoarisoa Jerinette ; Malagasy Extraction Oil ; Marie Stopes International ; Maromahay SARL ; MASAHYA ; SIER GC ; Société Kabaloo ; Tractebel ; producteurs de sel ; plateformes et associations du secteur privé
SOCIÉTÉ CIVILE	ACCESS COLLABORATIVE ; Action contre la faim ; Action Socio-Sanitaire Organisation Secours ; Alliance stratégique pour l'éducation ; Ampelamitraoka, Fitahia ; APLEM ; Aquatic Services ; Association APIM ; Associations des parents d'élèves et les coopératives des petits agriculteurs ; Association Handicap Espérance ; Association des Ingénieurs pour le Développement des Énergies Renouvelables ; Association Fitia ; Association HASOA ; Association SAVE ; Association Valintanana ; CBC Africa ; CCOC ; Clubs pour l'ONU ; Coalition malagasy pour le renforcement des systèmes de Santé et de la Vaccination ; Confédération des travailleurs de Madagascar ; CPM ; EAM ; Education Network ; Fanamby ; Fanoitra ; FAWE ; FEKRITAMA ; FIFATA ; FIHAMY ; FISA ; Groupements agriculteurs vulnérables ; HP+ ; Maison Familiale Rurale ; Odre des Journalistes de Madagascar ; Plate-forme intégrée de la société civile ; PNFDDSA ; Professionnels du Développement solidaire ; Promotion Féminine Moramanga ; Réseau des médias pour les ODD ; Réseau des jeunes pour les ODD ; RÉSEAU SOA ; SALFA ; SCOUTS ; SOS Village d'enfants ; Tafita, TKI ; Tolontsoa ; TRANOBEN'NY TANTSAHA ; Transparency International ; VITRANA Association des Maires des Grandes Villes de Madagascar ; Young Progress



01.

**Principaux axes
de développement
au niveau national
et régional**

En début de la décennie d'action, une focalisation autour du développement durable et de l'accélération du Programme 2030 vient à point nommé à Madagascar.

En début de la décennie d'action, un focus sur le développement durable et de l'accélération du Programme 2030 vient à point nommé à Madagascar. Comme l'a démontré le deuxième examen national volontaire sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), réalisé en 2021 par le Gouvernement avec l'appui du SNU, le parcours pour la réalisation des ODD connaît des progrès émergeant des efforts et des réformes entreprises ces dernières années, mais sur une toile de fonds qui reste marquée par les difficiles conditions de vie économique, sociale et environnementale que subit au quotidien la grande majorité de la population : Malagasy, ainsi que par des trajectoires peu encourageantes de la plupart des ODD à l'horizon 2030.

Madagascar a dû faire face à de nouvelles vagues de la Covid-19 qui ont commencé en mars et novembre 2021. La crise sanitaire et socio économique engendrée par la Covid-19 n'a fait qu'exacerber le retard dans la trajectoire vers les ODD et creuser davantage les inégalités qui traversent la société et l'économie Malagasy, avec un taux de pauvreté qui se maintient au-dessus de 75 % selon la Banque Mondiale¹. Après une récession considérable du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2020, la reprise a été faible avec une croissance du PIB réel estimée par le Fonds monétaire international à 3,5 % en 2021². Cette croissance économique a été largement absorbée par la croissance démographique, le PIB

par habitant a toutefois augmenté à environ 500 USD en 2021. La reprise progressive de l'activité économique a été accompagnée d'une augmentation à 6,2 % de l'inflation, sous l'effet principalement des prix des denrées alimentaires et des soins de santé. Malgré ces difficultés et les besoins de financement croissants, les efforts du gouvernement ont permis d'assurer la stabilité macroéconomique tout au long de la crise.

Madagascar fait face à plusieurs défis humanitaires et est de plus en plus vulnérable à la crise climatique. L'année 2021 a été profondément marquée par la crise humanitaire sans précédent qui traverse le Grand Sud de Madagascar – une région fortement affaiblie par les risques, surtout naturels, et par les multiples vulnérabilités structurelles. Cette crise humanitaire peut s'expliquer, en partie, par la conjonction de plusieurs aléas : une des pires sécheresses en 40 ans, une invasion de criquets pèlerins (juin-juillet), des tempêtes de sable, des maladies qui touchent autant les plantes que les animaux.

Les effets combinés de : la sécheresse, la faible productivité agricole, le manque de denrées alimentaires de base sur le marché, les revenus faibles des ménages versus les prix plus élevés, l'impact de la Covid-19 ont entraîné une détérioration de la sécurité alimentaire. Plus de 1,4 millions de personnes dans le Sud ont un besoin urgent d'assistance alimentaire (classification intégrée des phases de sécurité alimentaire IPC3+), et on estime que plus d'un demi-million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

Malgré les risques encore existants et susceptibles de compromettre la campagne agricole, des avancées ont pu être projetées dans la deuxième moitié de l'année du fait des efforts concertés du Gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers. En particulier, une mobilisation sans précédent des acteurs humanitaires et des bailleurs - totalisant 230 millions de USD et financée à hauteur de 80 % - a été concrétisée à travers deux Appels éclairs lancés conjointement par le Gouvernement Malagasy et l'Équipe humanitaire du pays.

1 Taux de pauvreté international (1.9 USD par jour).

2 IMF, Country Report No. 22/79, mars 2022.



02.

**Appui du SNU
aux priorités de
développement
nationales**

2.1.

PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES ET RÉALISATIONS



Ce rapport présente les réalisations programmatiques auxquels l'ensemble des entités du SNU intervenant à Madagascar ont contribué en 2021, en partenariat avec le Gouvernement, le secteur privé, la société civile, les partenaires techniques et financiers et d'autres. Bien que la programmation couvre la fin de l'UNDAF et le début de l'UNSDCF, la structure de l'UNDAF avec ses trois (03) effets est utilisée pour faciliter la présentation des informations.

Effet 1.

Accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique de processus de développement inclusif



Planification stratégique, suivi de la mise en œuvre et évaluation

Formulation des politiques et stratégies au niveau national, local et sectoriel

38 documents de politiques et stratégies développés

Plus de 440 personnels des ministères et/ou des organisations décentralisées formés dans l'élaboration des documents cadres.

Suivi de la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au niveau national, local et sectoriel

12 rapports de mise en œuvre développés (Rapport de diagnostic sur l'évaluation, Rapport de mise en œuvre du programme national 2019 et Rapport sur l'indice de la pauvreté multidimensionnelle)

Plus 825 personnes (dont 33 % de femmes) formées et/ou sensibilisées sur les outils de suivi.



Économie / Emploi productif / Croissance inclusive

AGENCES SNU PARTICIPANTES EFFET 1.



Renforcement et diversification des sources de revenus des populations vulnérables

8 services d'appui aux activités économiques
disponibles

Plus de 127 677 personnes (dont 54 % de femmes et 27 % de jeunes femmes) formées pour améliorer leur compétitivité, sur les techniques améliorées de production agricole, à l'entrepreneuriat agricole, à la commercialisation, en incubation d'entreprise, en analyse et développement des marchés, ...et/ou équipées

Plus de 6 473 emplois créés (dont 48 % pour des femmes)

Environ 93 317 bénéficiaires (dont 63 % des femmes) ayant accès aux activités génératrices de revenu et/ou ayant bénéficié d'éducation financière

1 838 MT de produits locaux et transformés achetés auprès des petits producteurs.

Accroissement des capacités productives et une meilleure compétitivité des PME, des coopératives, des organisations paysannes et des exploitants agricoles

3 884 hectares de périmètres agricoles
aménagés et/ou réhabilités

1 998 PME ou coopératives, organisations
agricoles formées, et/ou équipées

108 organisations paysannes et de micro-entreprises rurales engagées dans des contrats commerciaux avec le secteur privé.



Mise en place d'un système résilient

Mise en place d'un système de filet de sécurité garantissant la résilience des plus vulnérables

350 500 ménages ayant bénéficié de transferts monétaires d'une manière continue. Plus de 440 personnels des ministères et/ou des organisations décentralisées formés dans l'élaboration des documents cadres.

Préparation à la réduction des risques et aux urgences et des interventions de relèvement précoce et de renforcement de la résilience intégrées aux réponses aux urgences des plus vulnérables

5 plans de préparation mis à jour ou révisés, en cohérence avec le plan de protection sociale sensible aux chocs (cyclone/inondation, Covid-19, sécheresse, résilience face au changement climatique).

1 082 834 personnes ayant bénéficié d'un paquet humanitaire multisectoriel en situation de crise, y compris les bénéficiaires de transferts monétaires.





Protection de l'environnement et développement des énergies renouvelables

Accroissement des capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience face au changement climatique des communautés rurales et urbaines, organisations de la société civile, secteurs privés, institutions et collectivités territoriales décentralisées

133 957 hectares d'aires protégées communautaires créées.

Accès à des services d'information sur le climat améliorés et/ou développement des activités génératrices de revenu adaptées au changement climatique pour 9 537 personnes (dont 45 % femmes)

30 communes rurales en cours d'être raccordées par des projets d'électrification rurale.

Capacités des communautés locales en termes de compétences et de moyens pour une pérennisation des services écosystémiques

4 321 producteurs (dont 52 % de femmes) ayant bénéficié de l'adoption des technologies d'adaptation au changement climatique.

Gestion des déchets des hôpitaux selon les normes respectant l'environnement

3 centres de santé dotés de capacités et de compétences nécessaires pour gérer les déchets des hôpitaux.

Effet 2.

Gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains



Gouvernance politique et administrative

Mise à disposition des outils, compétences, et moyens stratégiques et opérationnels aux autorités, au niveau central et des Collectivités Territoriales Décentralisées pour prévenir / atténuer / gérer les conflits, et promouvoir le développement local, avec une approche inclusive prenant en compte les besoins des groupes les plus vulnérables (jeunes, femmes, migrants internes, etc.)

3 documents de stratégies et initiatives

contribuant à la décentralisation, au développement local et à la résilience élaborés, mis en place et/ou appuyés.

Plan opérationnel participatif budgétisé, sensible au genre et des systèmes de sécurité intégrant la prévention des risques, la résilience des communautés aux chocs et le relèvement dans les zones d'intervention du programme.

6 régions ayant disposé de plans d'action ODD, des paquets d'interventions et d'un système intégré de suivi et évaluation pour le suivi des indicateurs de mise en œuvre des ODD.

2 documents de stratégies régionales de gestion des migrations sensibles au genre finalisées et adoptées par les autorités régionales du Menabe et de Androy.



AGENCES SNU PARTICIPANTES EFFET 2.



Renforcement des compétences et des moyens des organisations de la société civile et des communautés locales, à faire des plaidoyers pour la prise en considération et l'inclusion de leurs besoins spécifiques et priorités dans la planification stratégique et la priorisation des actions des collectivités territoriales décentralisées

64 structures locales de concertation opérationnelles au niveau des communes d'intervention.

30 % de femmes impliquées dans les structures locales de concertation.

Un cadre intégré des organisations de la société civile pour le suivi des ODD avec des déclinaisons opérationnelles aux niveaux national, régional et local mis en place.

17 789 jeunes des communes cibles engagés dans le processus de consolidation de la paix.

8 573 jeunes ayant participé aux rencontres/réflexions autour des thématiques.

Mise à disposition des capacités appropriées aux institutions démocratiques et acteurs en charge de la redevabilité et de l'État de droit pour exercer leurs fonctions de façon efficace et transparente, facilitant l'accès à la justice, la lutte contre la corruption

62 % des affaires criminelles et correctionnelles

par rapport au total des affaires enregistrées traitées par les tribunaux des zones d'intervention.

4 696 personnes vulnérables (dont 75 % de femmes) ayant bénéficié d'un accès gratuit aux services juridiques et judiciaires et d'une sensibilisation aux droits.

18 initiatives ayant contribué à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.

Renforcement des moyens opérationnels et des compétences nécessaires aux Forces de défense et de sécurité (FDS) afin de lutter contre l'insécurité dans les zones d'intervention, tout en respectant les droits humains, et en renforçant la confiance et la collaboration avec les populations locales

12 unités opérationnelles des FDS ayant assuré la prise en charge des victimes de violence basée sur le genre.

Sessions de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme pour 300 éléments des FDS..



Protection des droits des personnes victimes de violence et d'exploitation



Renforcement du système de protection de l'enfant (incluant les acteurs et les mécanismes y afférents) pour une réduction de la prévalence de la violence et de l'exploitation à l'encontre des enfants

Formation professionnelle pour 360 enfants de 14 à 17 victimes et à haut risque de travail des enfants.

Accroissement des capacités des institutions nationales (le Ministère de la Population, les organisations de la société civile, les FDS, la Justice, la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme, etc.) pour prévenir et répondre aux violences basées sur le genre et aux pratiques néfastes, y compris dans les situations de crise humanitaire

12 814 victimes de violence basée sur le genre ayant bénéficié de services spécifiques (référence, soins médicaux, accompagnement psychologique, conseils juridiques et prise en charge judiciaire).

135 acteurs issus du Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'état de droit, de la société civile et des médias ayant des capacités renforcées en monitoring des droits de l'homme.

Renforcement de la capacité du gouvernement et des partenaires sociaux pour mettre en œuvre des programmes d'amélioration de la sécurité et santé au travail et d'extension de sécurité sociale des travailleurs

Renforcement des capacités en matière de sécurité et santé au travail pour 68 représentants de 30 entreprises membres du Groupement des entreprises franches et partenaires

Renforcement des capacités en contrôle de la sécurité et santé au travail dans la construction pour 109 inspecteurs et contrôleurs du travail.

Un plan stratégique de l'inspection du travail pour la conformité des lieux de travail mis en place

Renforcement des capacités pour une application effective des normes internationales du travail en matière de principes et droits fondamentaux au travail et de sécurité et santé au travail pour 46 magistrats (dont 30 femmes).



Appui aux médias et à la société civile



Accroissement des capacités des médias pour diffuser des informations fiables et promouvoir un espace d'expression pour les citoyens (y compris les femmes, les jeunes et les enfants)

41 femmes journalistes formées

3 maisons de presse opérationnelles

Capacités renforcées sur les thématiques liées au COVID-19, la couverture médiatique en situation d'urgence, l'éthique et la déontologie à respecter en situation d'urgence pour 19 journalistes .

23 émissions et 2 articles sur la paix produits.

Effet 3.

Accès pérenne aux services sociaux de base de qualité



Volet éducation



Amélioration de l'accès et de la rétention scolaire

105 nouvelles infrastructures scolaires réalisées, équipées et réceptionnées dans les régions cibles.

90 085 enfants (dont 50,8 % de filles) déscolarisés ayant bénéficié de dispositifs et mesures de réinsertion scolaire dans les régions cibles.

878 élèves en situation de handicap ayant bénéficié de cours de remise à niveau.

228 500 enfants vulnérables (dans les zones à insécurité alimentaire) ayant bénéficié de repas scolaires.

2 000 jeunes filles ayant bénéficié d'éducation et sensibilisation sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.



Amélioration de la qualité des enseignements et apprentissages

455 établissements scolaires des régions cibles ayant bénéficié de nouveaux supports d'enseignement et d'apprentissage.

Production de 750 scripts d'émissions éducatives radiophoniques disponibles avec le plan d'évaluation relatif à l'apprentissage et la pertinence des outils.

Production de 720 émissions radiophoniques et cahiers d'auto-apprentissage pour les élèves de la 1^{ère} à la 12^{ème} année

21 871 directeurs d'école, formateurs, encadreurs et enseignants des régions cibles ayant bénéficié d'au moins une activité de renforcement de leurs compétences dans l'un des domaines suivants : pilotage de la qualité, pédagogie, pédagogie inclusive, pédagogie des matières scientifiques, cours de remise à niveau, approche Tarl (Teaching at Right Level), gestion d'établissement, mise en œuvre des réseaux équipe pédagogique par établissement/équipe pédagogique inter-établissement.

Renforcement des compétences sur la formation à distance (e-learning) et la conception de cours interactifs pour 120 concepteurs/formateurs du Ministère de l'Éducation Nationale.

Les programmes scolaires pour les 9 années de base dans le cadre de la réforme du fondamental disponibles.

20 cadres du ministère de l'éducation nationale formés sur le pilotage de la qualité.

AGENCES SNU PARTICIPANTES EFFET 3.



Renforcement institutionnel à tous les niveaux du système éducatif

Capacités de 360 acteurs locaux membres des FEEFI issus de 120 écoles primaires publiques cours de remise à niveau et des formateurs locaux renforcés sur la mise en place démocratique de FEEFI et l'élaboration du projet d'établissement contractualisé ou projet d'école.

Réalisation de 2 revues sectorielles annuelles (revue d'exécution budgétaire et revue thématique) préconisées par le Plan sectoriel éducation.

Renforcement des capacités de résilience et de relèvement du système éducatif face aux situations d'urgence

149 000 élèves affectés par une situation d'urgence ayant bénéficié des appuis mobilisés par le Cluster éducation.

50 % des enfants dans les écoles vulnérables ayant bénéficié des appuis en matériels appropriés de prévention des épidémies.

Formation sur la planification de l'éducation sensible au risque pour 160 personnels du Ministère de l'Éducation.



Mise en place d'un cadre de politique, des structures sanitaires au niveau périphérique opérationnel et d'un système intégré d'approvisionnement et de distribution des intrants de santé

Réalisation au niveau central et décentralisé (Directions régionales de la santé publique et Service ou Direction de district de santé publique) de 253 revues intégrées.

93 % des médicaments essentiels génériques traceurs (15 MEG traceurs) disponibles au niveau des centres de santé de base.

La stratégie couverture santé universelle-Caisse nationale de solidarité pour la santé appliquée dans 4 districts.

3 formations sanitaires des districts de mise en œuvre de la couverture santé universelle réhabilitées et ou équipées.

1 district sanitaire doté d'un bureau de la couverture santé universelle.

2 000 jeunes filles ayant bénéficié d'éducation et sensibilisation sur sciences, technologie, ingénieries et mathématiques.



Volet santé



Accès à des services complets et de qualité en santé maternelle et néonatale

39 % des accouchements sont effectués dans les formations sanitaires.

162 sages-femmes ont été déployées dans 12 régions pour offrir les services de santé maternelle et de planification familiale

2 585 000 nouvelles acceptantes des méthodes de planification familiale ayant fait passer la prévalence contraceptive de 41% à 43% en 2021.

1 422 femmes victimes de fistules obstétricales soignées.

2 unités de brachythérapie et de cobaltothérapie opérationnelles.

761 873 enfants de moins de 1 an vaccinés avec la 3ème dose du vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib), soit une couverture vaccinale de 81 %.

710 731 enfants de moins de 1 an vaccinés contre la rougeole, soit une couverture vaccinale de 76 %.

541 215 femmes enceintes vaccinées avec au moins 2 doses de vaccin combiné tétanos-diphthérie (Td), soit une couverture de 43 %.

7 % des cibles du Plan national de déploiement et de vaccination pour l'année 2023 complètement vaccinées (3,7 % par rapport à la population totale).

Disponibilité des interventions préventives et curatives à haut impact relatives à la santé de l'enfant et des jeunes

30 % de centres de santé de base ayant appliqué la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant.

98 % des formations sanitaires offrent au moins 3 méthodes modernes de planning familial et 88 % en offrent 5 méthodes.

68 % des enfants moins de 11 mois vaccinés en BCG, 81 % en PENTA 3 et 76 % en VAR.

Application correcte des protocoles de dépistage et de prise en charge des principales maladies transmissibles y compris le VIH/sida et des maladies non transmissibles

Létalité hospitalière en paludisme : 1,01 %.

Appui à la distribution de masse de médicaments pour la riposte aux augmentations des cas dans 1 district.

Réalisation de la revue annuelle du paludisme 2021.

8 995 personnes vivant avec le VIH suivies sous médicaments antirétroviraux (sur 9 277 testés VIH+).

2 751 femmes enceintes dépistées positives à la syphilis au cours de la première consultation prénatale.

Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles du dispositif de gestion et de réduction des risques de catastrophes en santé

100 % de situations d'urgences, de catastrophes et d'épidémies nécessitant des interventions de santé ayant fait l'objet de ripostes du cluster santé.



Volet Nutrition

Renforcement de la politique, de la coordination, du financement et du plaidoyer pour la nutrition

5 régions ayant utilisé le plan de mise en œuvre et le plan national de suivi-évaluation du Plan national d'action pour la nutrition III pour leur planification annuelle 2021.

Un plaidoyer sur la nutrition complété auprès des parlementaires.

Renforcement de la prévention de la malnutrition chronique aux niveaux communautaire, formations sanitaires et secteur privé

Des services de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère disponibles dans 1 375 centres de santé.

Appui à la valorisation des cultures de haute valeur nutritionnelle, bio-fortification, fortification alimentaire et supplémentation en micronutriments

68 500 ménages ayant bénéficié d'un renforcement à la diversification agricole et à la vulgarisation des produits à haute valeur nutritionnelle.



Appui à la surveillance nutritionnelle, prise en charge de la malnutrition aiguë et résilience dans les zones identifiées en urgence nutritionnelle

3 bulletins nutrition trimestriels disséminés.

153 176 enfants malnutris aigus modérés pris en charge.

91 % des enfants dépistés malnutris et pris en charge dans les centres de récupération nutritionnelle intensive et les centres de récupération et d'éducation nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition aiguë et modérée rétablis.

11 306 patients tuberculeux malnutris pris en charge.

160 565 enfants de 6-59 mois et 73 971 femmes ayant bénéficié de la supplémentation nutritionnelle dans les zones en urgence nutritionnelle.



Volet eau, assainissement et hygiène



Mise en place d'un cadre institutionnel, de planification et de coordination du secteur WASH

Une politique sectorielle WASH développée et validée.

Différentes analyses et études (National Water Quality Analysis, Intégration de la composante changement climatique dans les documents stratégiques WASH) réalisées dans le secteur WASH.

Promotion des bonnes manières d'hygiène et développement des infrastructures WASH

63 % de centres de santé, centres de nutrition et écoles déclenchés certifiés une étoile dans les régions cibles.

17 écoles et 18 services sanitaires disposant d'installations WASH répondant aux normes nationales en 2021.

Mise à jour des curricula de formation pour les formations sanitaires amies de WASH (FSAW)

Démarrage du développement de la feuille de route pour le renforcement du WASH dans les Formations sanitaires.

Accès durable à des sources d'eau potable

110 693 personnes additionnelles obtiennent un accès durable à l'eau potable

Réponses aux urgences pour l'accès à l'eau, à des installations sanitaires améliorées et aux pratiques d'hygiène

Accès à l'eau potable pour 56 % de la population affectée par les cyclones et inondations et par la Covid-19 (280,000 personnes).

Accès à des dispositifs de lavage des mains pour 67 % de la population affectée par les cyclones et inondations et la Covid-19 (3,134,500 personnes).

Formations en prévention et contrôle des infections (PCI)/WASH pour les agents de santé des centres hospitaliers et des centres de santé de base.

Élaboration d'un plan de travail annuel sur la PCI/WASH.

Développement des procédures opérationnelles standards pour la PCI/WASH dans les CTC.

Développement des normes et standards sur la PCI/WASH au niveau des formations sanitaires, écoles et centres d'hébergement.

Accès à des installations des installations sanitaires améliorées

Fin de la défécation à l'air libre selon les critères du nouveau protocole "open defecation free" pour 1 109 136 personnes additionnelles.

Accès à une installation d'assainissement basique pour 2 215 377 personnes.

3 134 500 nouvelles personnes (dont 3 109 500 élèves) disposent d'installations de lavage des mains avec de l'eau et du savon/cendres.

Réponse Covid-19 et relèvement



Depuis la confirmation du premier cas de Covid-19 en mars 2020 à Madagascar, le pays est entré dans une crise sanitaire mondiale. Des lors, cette dernière a affecté la vie socio-économique du pays mais plus particulièrement celle de la population Malagasy.

Face à cette pandémie, la collaboration entre le SNU Madagascar et le Gouvernement Malagasy a été renforcée à travers le plan de réponse socio-économique immédiate à la Covid-19. Ce plan a débuté en juillet 2020 et a continué tout au long de l'année 2021 par l'appui de la gestion de la crise et de ses multiples effets et à créer les conditions pour le relèvement.

Priorité à la santé

Avec l'appui du SNU, plus de 4,2 millions personnes incluant les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les personnes vivant avec un handicap, les femmes enceintes ont accès aux services sanitaires essentiels englobant la vaccination, l'hospitalisation, le traitement des maladies infantiles, la santé maternelle. Plus de 7 559 formations sanitaires et 69 546 agents de santé ont bénéficié des dotations de fournitures médicales et d'équipements et de formation.





Protection des populations

9 654 509 bénéficiaires toutes catégories confondues : femmes, hommes, personnes à mobilité réduite migrants, ... ont reçu un appui à la dotation des fournitures et des services WASH (y compris les articles hygiéniques), dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

En ce qui concerne le domaine de l'éducation, l'apprentissage à distance ou à domicile a bel et bien réussi : en effet, de nombreuses filles et garçons en préscolaire, en primaire, en secondaire ainsi qu'en enseignement supérieur et formation professionnelle ont rejoint le programme. Par ailleurs, 720 émissions radiophoniques et cahiers d'auto-apprentissage pour les élèves des classes T1 à T12 de l'Enseignement général ont été diffusés. 14 spots radio portant des « messages de paix » ont été réalisés.

Afin d'éviter la déscolarisation des élèves dans certaines régions de l'île ; dans son plan stratégique le Ministère tutelle avec l'appui du SNU, a offert à 858 891 enfants de l'école primaire des repas ou des substituts aux repas, comme les repas à emporter.

Dans le domaine de la protection sociale, 1 034 880 de personnes composées de femmes et d'hommes ont bénéficié de régimes et des services de protection sociale liés à la pandémie de Covid-19 par le biais du programme de transfert monétaire ou, l'argent contre travail.



Réponse et reprise économique

Le secteur emploi est le plus touché par cette pandémie. 7 707 entreprises du secteur privé et de travailleurs du secteur formel et informel ont été soutenues par le SNU pendant et après la pandémie de la Covid-19, en leur organisant des formations sur les renforcements de capacités, les dotant de matériels pour faire face à la Covid-19.

Pour la reprise économique du pays et la restauration d'un climat et un environnement favorables à l'investissement, des mesures monétaires, fiscales et législatives ont été adoptées avec les spécialistes du SNU pour en assurer l'efficacité.

Dans le cadre de l'approvisionnement alimentaire, 107 622 personnes ont bénéficié directement de régimes de protection de l'approvisionnement alimentaire conçus, dans le but de protéger les moyens de subsistance.





Cohésion sociale et résilience communautaire

Dans le domaine de la politique, 16 organisations d'employeurs et d'entreprises bénéficiant d'un renforcement des capacités institutionnelles afin que le gouvernement, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les syndicats puissent travailler ensemble pour élaborer des réponses politiques socio-économiques,

Le SNU promeut le respect des droits de l'Homme, c'est ainsi que dans ce cadre avec son appui, 137 organisations communautaires sont capables de répondre à la pandémie et d'en atténuer les effets, de lutter contre la violence domestique liée à la Covid-19, le racisme, la xénophobie, la stigmatisation et d'autres formes de discrimination, de prévenir et de remédier aux violations des droits de l'Homme.

La cohésion sociale est une des valeurs de la population Malagasy et constitue un des facteurs conduisant au développement durable du pays. C'est pour cela qu'avec l'appui logistique du SNU, 11 espaces de dialogue social, de plaidoyer et d'engagement politique ont été créés au niveau national avec la participation des populations et des groupes cibles.





2.2.

APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030



L'année 2021 était une année de début de la préparation à la reconstruction mais également de préparation pour une meilleure résilience aux conséquences de la Covid-19.

Le SNU continue ainsi de soutenir les initiatives permettant l'amélioration de la mobilisation de ressources intérieures, comprenant : le renforcement de la transparence, de la bonne gouvernance et de la redevabilité avec une approche plus innovante incorporant la digitalisation. Le soutien à la mise en œuvre de la digitalisation, de la réception, du traitement et du stockage des dossiers d'états financiers des entreprises continue à travers la Direction générale des impôts, en partenariat avec la Banque centrale de Madagascar, le Conseil supérieur de la comptabilité, l'Ordre des experts comptables et financiers de Madagascar. Des bases de données seront ainsi disponibles pour une meilleure gestion et administration fiscale. Ces



initiatives innovantes s'intègrent dans la stratégie de dématérialisation des services de l'administration fiscale pour l'amélioration de la qualité de services auprès des contribuables.

Des partenariats pour le financement du développement durable capitalisant l'instrument innovant financement mixte ou « *blended finance* » ont été établis. Des collaborations ont été développées dans ce cadre avec le secteur privé, des institutions financières internationales, le Gouvernement, d'autres partenaires techniques et financiers, des fonds d'investissements. Ceci afin de soutenir : (1) la mise en place d'un fonds d'amorçage pour les investissements stratégiques verts comprenant les énergies renouvelables pour l'électrification rurale, (2) la mise en place d'un incubateur de solutions innovantes permettant de faciliter l'accès à l'énergie des petites et moyennes entreprises, (3) la création d'un fonds souverain permettant le financement de grandes infrastructures dans des secteurs leviers de développement.

Pour le suivi des ODD, un exercice de détermination de l'indice de pauvreté multidimensionnelle est soutenu par le SNU. L'indice de pauvreté multidimensionnelle identifie

les multiples privations subies par un individu ou un ménage en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. C'est un élément essentiel pour les mesures de la pauvreté basées sur le revenu, et est un indicateur clé de suivi de l'atteinte de l'objectif de développement durable sur la réduction d'au moins de moitié d'ici 2030 la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects (ODD 1, indicateurs 1.2).

Par ailleurs, pour accompagner le Gouvernement dans l'élaboration du cadre intégré de financement des ODD, toujours dans une phase préparatoire, un partenariat avec la Banque africaine de développement est en cours d'exploration. Le SNU accompagne également la réalisation d'analyses et de plaidoyers permettant une amélioration des dépenses publiques, notamment pour les secteurs sociaux. Les plaidoyers et actions entreprises par l'organisation ont permis l'augmentation de l'espace fiscal pour certaines catégories de la population comme les enfants, ainsi qu'un investissement plus élevé dans l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la protection sociale, si l'on se réfère à la loi de finances 2022.





EXEMPLES DE PARTENARIATS COOPÉRATION SUD-SUD, COOPÉRATION RÉGIONALE, INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES ACADÉMIES

Le SNU assiste la mise en œuvre du programme sectoriel agriculture, élevage, pêche à travers un programme de coopération Sud-Sud avec la Chine et Madagascar pour la récolte du riz hybride qui représente une solution face aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Dans d'autres régions, les actions touchent aussi d'autres domaines comme l'élevage caprin et ovin amélioré, l'amélioration de l'agribusiness pour accroître la production, la productivité et la rentabilité agricoles.

La coopération Sud-Sud permet de faire des échanges sur des solutions, des connaissances, des bonnes pratiques politiques et technologiques, en vue de :
- améliorer la sécurité alimentaire, - reculer la pauvreté, promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, - améliorer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles et de la population rurale pauvre.

Le SNU collabore aussi avec le niveau régional de l'Océan Indien pour promouvoir l'augmentation : de la productivité, de la production, de la compétitivité et du commerce inter îles, des produits agricoles d'intérêt régional. Ceci en prenant en considération les défis émergents comme le changement climatique, la viabilité environnementale et l'évolution rapide des technologies. Cette collaboration devra permettre de planifier les investissements pour la promotion et le développement des chaînes de valeurs prioritaires ciblées dans la sous-région.

Dans le secteur énergie, il y a des partenariats avec les institutions financières pour des cofinancements dans le cadre d'aménagements hydroélectriques et avec l'académie à travers par exemple l'École Supérieure Polytechnique d'Antananarivo - particulièrement les départements Génie Electrique et Génie Hydraulique.

Les exemples de partenariats avec la Banque Mondiale concernent la collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour

soutenir la relance agricole et renforcer la résilience des ménages des régions du Sud du pays. Ceci afin de se préparer pour une campagne agricole réussie.

La collaboration entre le Ministère de la Santé Publique et la Banque Mondiale contribue à l'amélioration des résultats nutritionnels utilisant l'approche programme à phase multiple; le soutien vise à acheter et à fournir des vaccins contre la Covid-19, incluant les lieux de stockages spécialement aménagés, les équipements de chaîne de froid pour la conservation, l'acheminement dans les zones majoritairement difficile d'accès.

Dans le cadre d'un vaste projet pour améliorer l'accès aux infrastructures de base et aux moyens de subsistance et pour renforcer la gouvernance locale dans le sud de Madagascar, avec un accent sur les jeunes et les femmes, la Banque Mondiale collabore aussi avec le SNU.

La collaboration avec la Banque Mondiale touche également un axe sur la réduction de la segmentation et l'optimisation de la coordination des services de nutrition et de santé. Le SNU, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et GAVI ont soutenu l'application de nouvelles méthodes pour améliorer les compétences des prestataires de services et la qualité des services. Les secteurs de la santé et de la nutrition ont mis au point ensemble le premier bloc standardisé de services intégrés, ainsi qu'un programme de formation pour l'accompagner. De nombreux centres communautaires de santé et nutrition ont été mis sur pied, les capacités des centres de soins primaires ont été renforcées grâce à la fourniture des produits et équipements nécessaires pour assurer les nouveaux services standardisés de santé et nutrition.

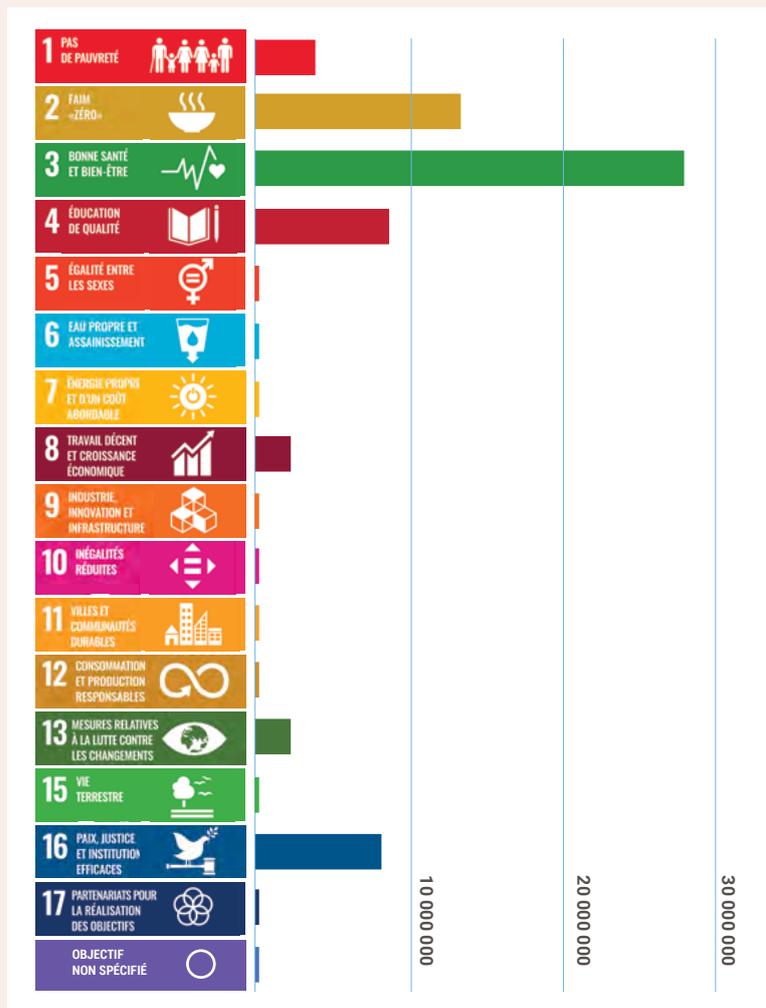
Les partenariats avec la société civile ont permis de continuer les accompagnements des petites unités de transformation, exemple cactus pour l'alimentation du bétail. La société civile est un partenaire d'exécution pour les initiatives permettant l'implication et la considération des jeunes dans les zones reculées. Elle est aussi un partenaire important dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge et réinsertion socio-économique des personnes survivantes ou à risque de violences, d'exploitation.

CONTRIBUTIONS DU SNU À L'ATTEINTE DES ODDS

Pour 2021, selon les données de la Plateforme de gestion de l'aide (AMP), le SNU a contribué essentiellement à la réalisation des ODDs 3, 2, 4, 16, 1, 8 et 13.



DÉCAISSEMENT DU SNU PAR ODD EN 2021



Source : AMP, février 2022



2.3.

RÉSULTATS DU SNU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DU SNU



Quatre groupes de résultat ont été constitués en 2021, sous le co-leadership du Gouvernement et du SNU, et (iii) quatre plans de travail conjoints ont été formulés pour la mise en œuvre et le suivi de la réalisation de l'UNSDCF et de l'opérationnalisation des principes clés onusiens, tels que ne laisser personne de côté, les droits humains, l'équité de genre et l'autonomisation des femmes, la redevabilité, la résilience, la durabilité et la transformation économique.

Dans le courant de l'année, le Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar a aussi lancé l'initiative pilote appelée « *Zones de convergence 2021-2023* » qui vise à développer et tester des modèles d'intervention conjoints des agences onusiennes pour des plus efficaces et efficaces façons de travailler ensemble, intégrant les dimensions humanitaires, développement et consolidation de la paix.



Le SNU, à travers le Groupe de gestion des opérations (OMT en anglais) s'est engagé dans la mise en œuvre de la stratégie relative aux activités opérationnelles (BOS en anglais) visant à éliminer les doublons, à tirer parti du pouvoir de négociation commun du SNU et à optimiser les économies d'échelle. Le BOS est axé sur les services communs dans les domaines des ressources humaines, des technologies de l'information et de la communication, des finances, de l'administration et comprenant des locaux communs, de passation de marchés, ainsi que de logistique. La mise en œuvre du BOS offre aux agences l'occasion de générer un évitement net de coûts d'environ 7 millions de USD au cours de 5 années grâce à la reconnaissance mutuelle, l'harmonisation, la synergie et la collaboration. Des progrès concrets ont été réalisés en 2021 dans l'installation en bonne voie d'une maison commune à Ambovombe, la location et l'entretien des véhicules, les services de voyages et d'impression, ainsi que les acquisitions et la mise en place de contrats à long terme, par exemple pour des services de sécurité/gardiennage pour l'ensemble des bureaux et locaux du SNU.

Le SNU à Madagascar communique d'une seule voix devant les différentes crises, notamment la crise sanitaire. La campagne de communication pour la promotion de la vaccination a été une réussite. Les productions vidéo, les affiches et les flyers ainsi que le clip produit au cours de cette campagne, ont atteint un large public et ont suscité un engouement au niveau du site de vaccination du SNU qui a reçu plus de 12 000 personnes en un mois parmi les 250 000 ciblés dans tout Madagascar.

Les messages communs, essentiellement sur la Covid-19, et la sécheresse dans le Sud due au changement climatique ont été efficaces. Des ressources additionnelles ont été reçues grâce à l'amplification des plaidoyers pour le grand Sud à travers les médias nationaux et internationaux.

La campagne « Act Now », sur les actions climatiques, a porté ses fruits notamment pendant la sensibilisation autour du Sommet de l'alimentation pendant lequel le SNU a promu le jardinage à la maison avec le recyclage des bouteilles et des bidons en plastiques. Au moins 500 jeunes ont été formés sur l'importance de la nutrition et le repas équilibré.

La campagne contre la violence basée sur le genre continuait tout au long de l'année avec la production et diffusion d'un film sur la violence sexuelle « *Licorne* ». Plus de dix productions en groupe de plus de centaine de personnes et une diffusion pour un public large ont été programmées au cours de l'année 2021.

Le projet Hack4Peace initié par le Groupe de communication du SNU a enregistré la participation de plus de 700 jeunes dont 9 ont été en finale. Les 9 projets ont été subventionnés par le SNU et les partenaires en phase de réalisation.

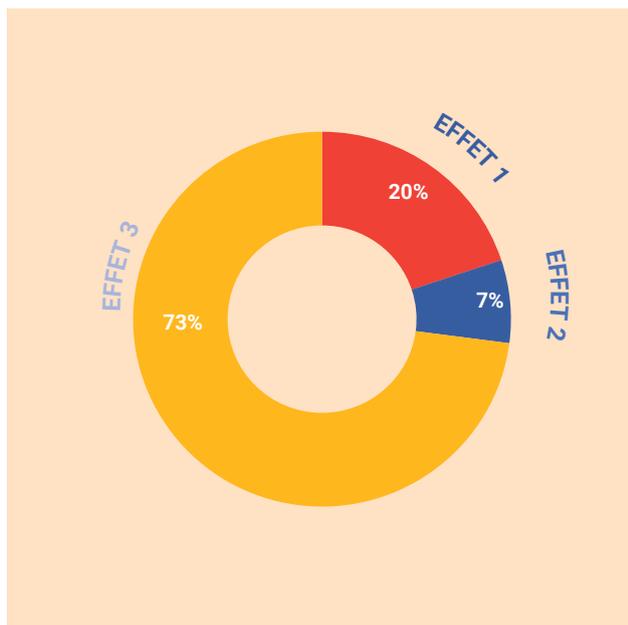
La mise en œuvre de la communication était assurée par le Groupe de communication du SNU qui initiait la première stratégie de communication alignée au nouveau UNSDCF en septembre 2021 avec l'appui du Département de la communication globale et du Bureau régional de la coordination.

2.4.

Aperçu financier et mobilisation des ressources

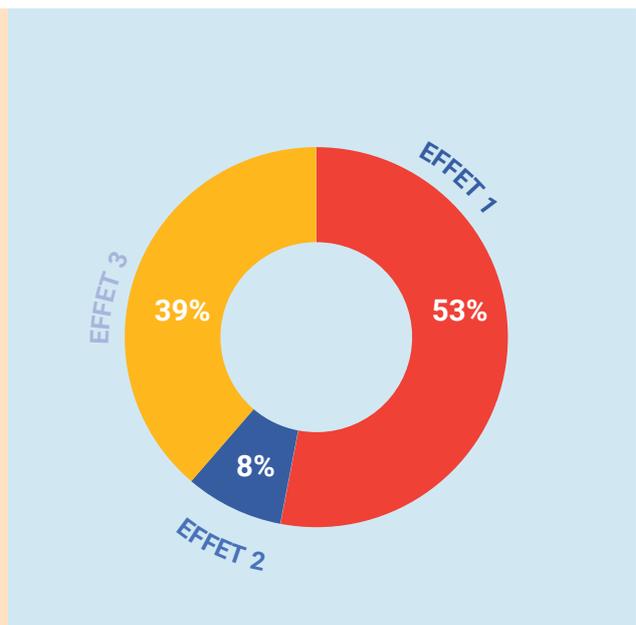
Situation générale

DÉCAISSEMENTS EN 2021 PAR EFFET



En 2021, des ressources financières aux environs de 106 millions USD ont été décaissées.

RESSOURCES MOBILISÉES EN 2021 PAR EFFET

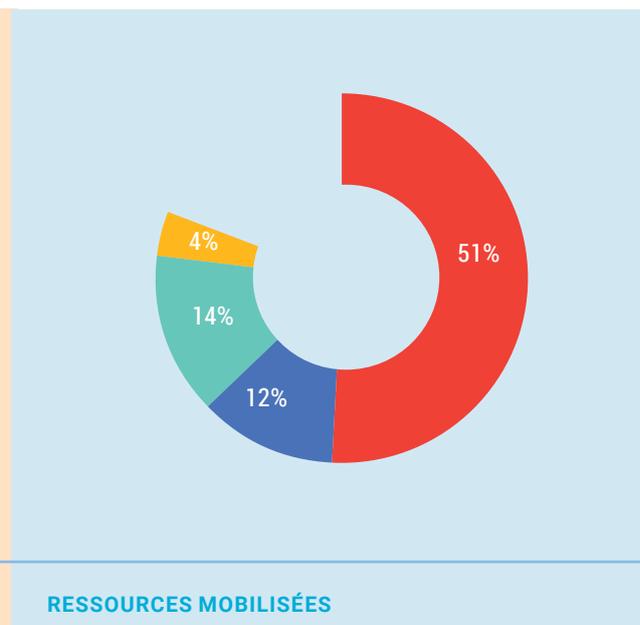
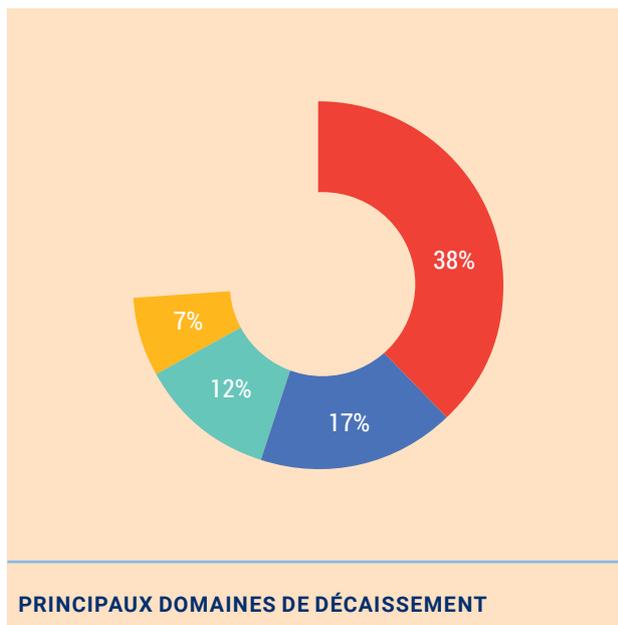
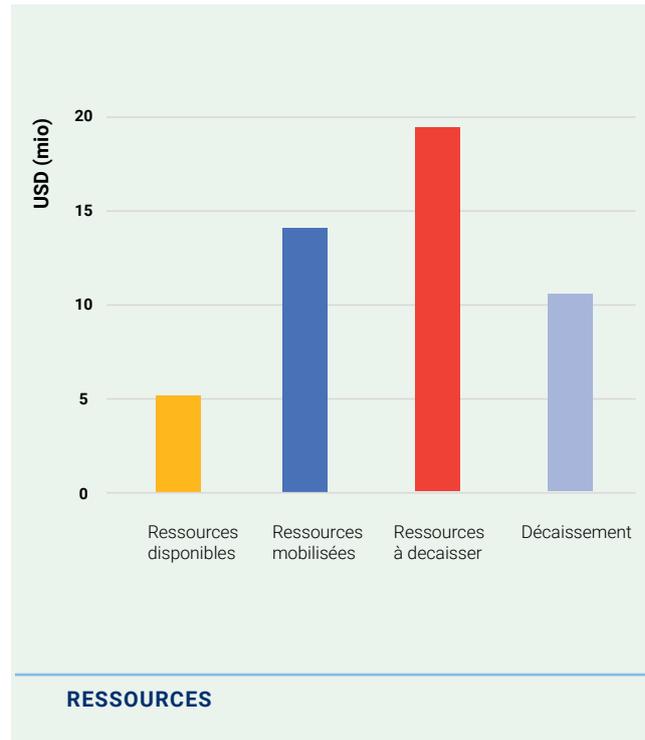


Effet 1 : Accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique de processus de développement inclusif

Effet 2 : Gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains

Effet 3 : Accès pérennes aux services sociaux de base de qualité

Effet 1 : Accès aux opportunités de revenus et d'emplois dans une dynamique de processus de développement inclusif



54 % de fonds ont été décaissés en 2021.

51 % des ressources mobilisées concernent les nouvelles activités économiques sources de revenus (dont 60 % mobilisées par la FAO et 36 % par FIDA).

14 % concernent le système de filet de sécurité.

12 % concernent le renforcement de capacités productives et la compétitivité des PME, des coopératives, des organisations paysannes et les exploitants agricoles.

4 % ont été allouées au renforcement des capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience face au changement climatique.



Diversification de revenus



Renforcement de capacités productives et la compétitivité des PME, des coopératives, des organisations paysannes et les exploitants agricoles

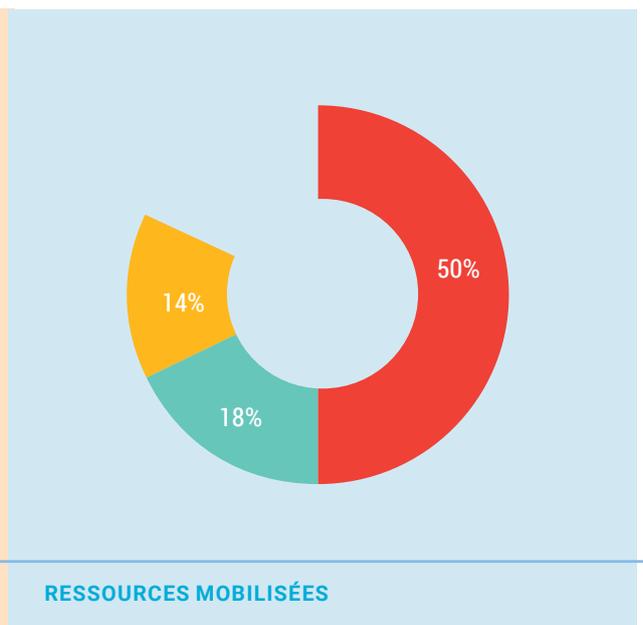
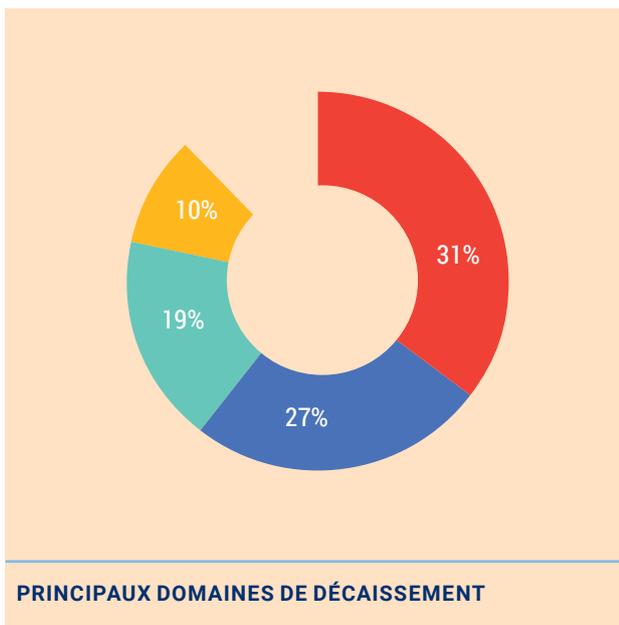
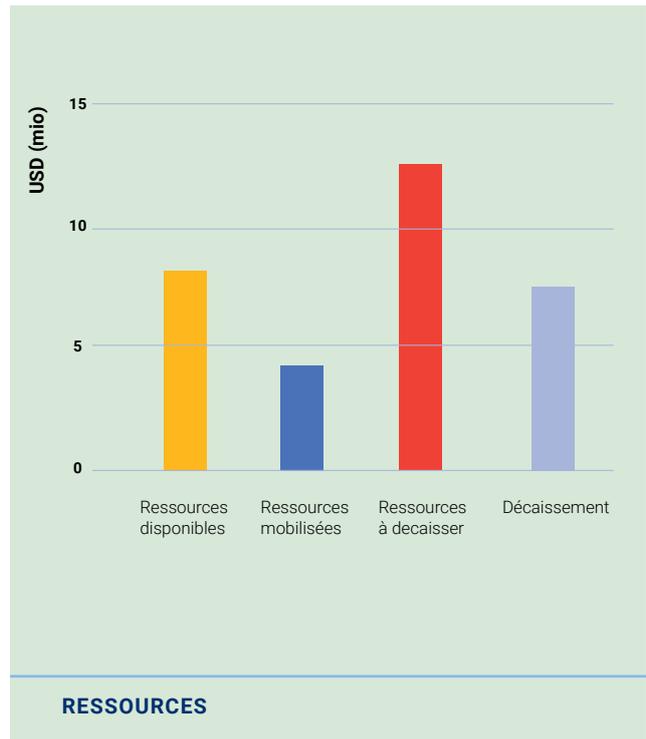


Système de filet de sécurité et résilience



Renforcement capacités adaptation et atténuation au changement climatique

Effet 2 : Gouvernance apaisée, efficace et respectueuse des droits humains

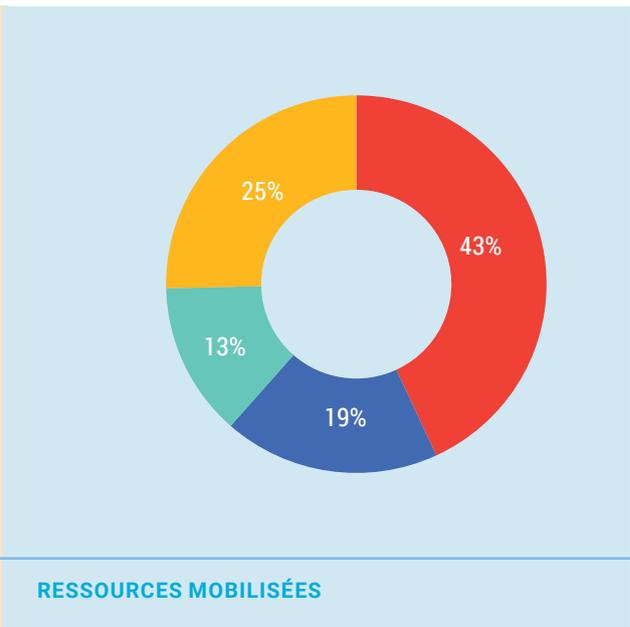
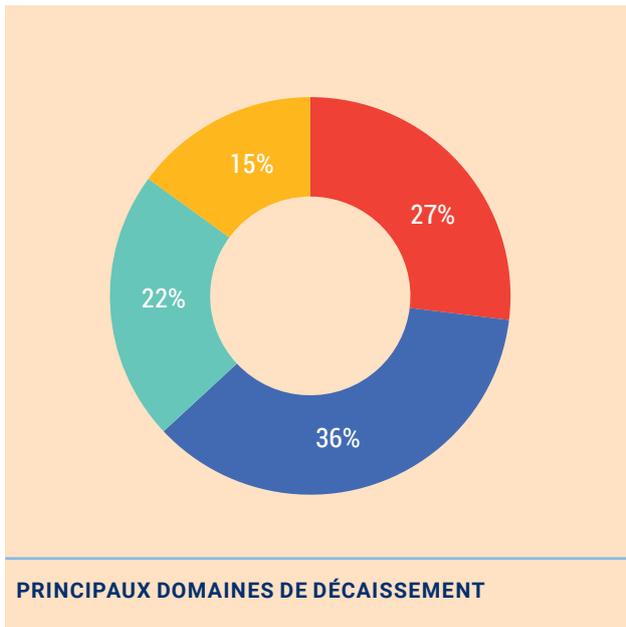
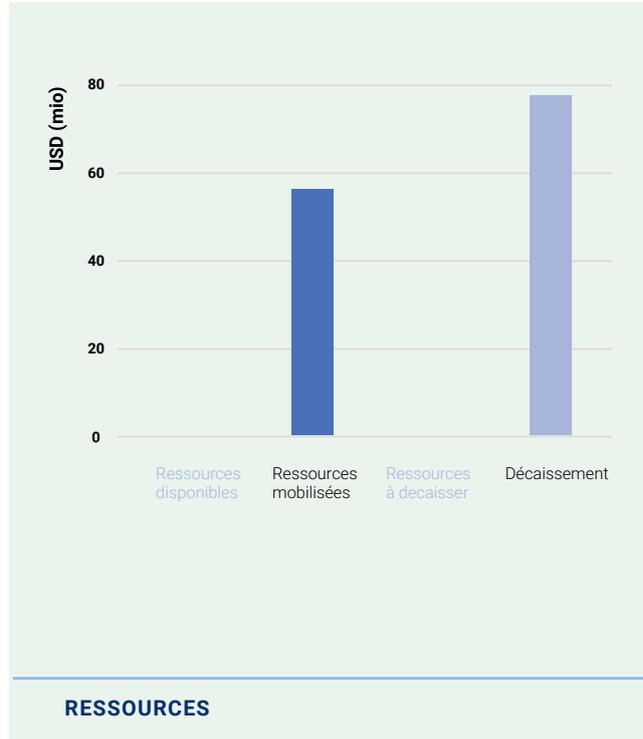


60 % de décaissement
en 2021

-  Renforcement capacités société civile, femmes, jeunes, communautés locales
-  Système de protection de l'enfant
-  Renforcement capacités central et collectivités territoriales décentralisées
-  Renforcement capacités violence basé sur le genre



Effet 3 : Accès pérennes aux services sociaux de base de qualité



-  Nutrition
-  Santé
-  Wash
-  Éducation

Mon parcours de rêveur et me voilà après Youthconnekt Accra, plus inspiré

« Qui l'aurait cru ? Le jeune adolescent de 14 ans que j'étais, grandissant dans une famille bien modeste dans une campagne loin d'Antananarivo, la capitale de Madagascar et passant ses journées à travailler la terre ne l'aurait pas imaginé en tout cas. Je vivais à Ambatondrazaka, la localité a de fortes potentialités agricoles et économiques, un des greniers à riz du pays, sans oublier aussi les belles autres choses à découvrir » .

« Je rêvais déjà d'être un acteur touristique de mon pays en ces temps-là. Mais, se retrouver avec de nombreux jeunes rêveurs et entrepreneurs d'Afrique, je ne l'avais pas vu venir. Et pourtant, me voilà au Sommet YouthConnekt Afrique, à Ghana en 2021, parmi les membres de la délégation officielle de Madagascar aux côtés de la Vice-Ministre en charge de la Jeunesse du pays, la Représentante Résidente du PNUD à Madagascar, le responsable des relations publiques de Fihariana, le programme présidentiel sur l'entrepreneuriat et d'autres entrepreneurs de mon âge, de moins de 30 ans ». Le témoignage est de RABEZATOVO Haja Nirina. Âgé de 25 ans, il est le Gérant fondateur de la Société Tour D'Alaotra et a participé au Sommet Youth Connekt Afrique 2021 avec l'appui du PNUD Madagascar.



Après une journée de route au départ de son village d'Ambatondrazaka pour rejoindre la capitale, le dimanche à faire les procédures de test de dépistage du covid-19 et de vaccination contre la fièvre jaune, incontournable pour voyager à l'international, il était dans l'avion pour Accra. « Tout allait si vite. J'arrivais dans un autre pays. Puis, j'étais avec ces jeunes du continent africain, assis, attentif à suivre avec des intérêts tout aussi vifs et aiguisés chaque intervention, chaque débat en panel du Sommet Youth Connekt Afrique » raconte-t-il.



«Participer à ce sommet m'a poussé à voir au-delà de ma vision précédente. Je voudrais faire plus que ce que j'ai vu là bas. Je voudrais attaquer le marché Africain comme on y parlait de Zone de Libre Échange de l'Afrique. J'aspire à me démarquer également et pouvoir être meilleur jeune entrepreneur social acteur du développement durable avant 2030» poursuit Haja.

Depuis 2020, sa société était parmi celles qui ont subi leur lot d'épreuves. Avec la covid-19, Tour d'Alaoatra a reçu un coup de massue. Après l'inondation qui a frappé la zone d'Alaoatra, 75% de la riziculture de son entreprise ont été ravagés, puis le manque de précipitations a détruit 83% de l'agriculture. Car oui, Madagascar est non seulement le premier pays en Afrique à être vulnérable aux cyclones et inondations mais également, vulnérable au changement climatique.

«Je suis la première personne de mon village d'origine, de ma grande famille maternelle et paternelle à avoir un diplôme universitaire et me retrouve être l'inspiration et parmi les modèles pour les jeunes dans la région Alaoatra Mangoro. Avec Youth Connekt, en regardant le même enthousiasme et les solutions innovantes que chaque jeune d'Accra démontrait, je me dis que les jeunes peuvent être plus et peuvent faire plus pour changer les choses à une petite échelle, au niveau du pays et même au niveau continental. Parfois, on a juste besoin de ce déclic, d'être connecté aux opportunités, le reste, il nous appartient d'agir.» confia-t-il en repensant à son parcours. Haja a en effet commencé par rejoindre sa famille pour travailler la terre. Puis tout en aidant sa famille, il s'acharnait aux études, s'investissait dans les cours de langues étrangères pour être guide touristique avant d'oser se lancer dans l'entrepreneuriat en 2017 avec son épargne et créer Tour D'Alaoatra, abréviation de Tourisme Durable et Agriculture Alaoatra.

«Malgré les épreuves, certains échecs, le positivisme aide, être entouré de personnes toujours prêtes à trouver des solutions nous fait avancer. Actuellement avec la réouverture de la frontière de Madagascar, on est plus motivé que jamais parce qu'on peut commencer à vendre les circuits touristiques, prendre un nouvel élan pour faire briller l'agriculture responsable dans la région Alaoatra Mangoro et être en quête de nouveaux partenariats en faveur de notre vision d'Entrepreneuriat sociale pour le développement durable » affirme Haja.

Le sommet Youth Connekt lui a entre autres permis d'ouvrir des perspectives de partenariats. «Ce coup de pouce, tous les jeunes d'Afrique, qu'ils soient de la ville ou de la campagne, loin des technologies comme moi, nous en avons besoin. De notre côté, la formule est appliquée : "un rêve en action" soutient ce jeune entrepreneur de 25 ans.

Madagascar fait partie des 23 pays de l'Afrique à mettre en œuvre l'initiative YouthConnekt pour connecter les jeunes aux opportunités de développement et pour mobiliser les ressources en faveur des jeunes. Cette initiative régionale YouthConnekt, promue par le PNUD, et engageant les partenaires publics, privés et multilatéraux en appui à l'autonomisation économique des jeunes, contribue à la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse qui ambitionne d'impliquer les jeunes au processus de prise de décision les concernant.

Représenté au tout premier sommet YouthConnekt Africa en 2017, Madagascar continue à creuser les opportunités de cette initiative pour sa jeunesse et pour son rayonnement international

Au niveau continental, les défis des pays d'Afrique adhérant à YouthConnekt sont la création de 10 millions d'emplois pour les jeunes et la création d'opportunités de 100 millions de jeunes africains connectés via le réseautage. L'engagement de l'État Malagasy à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes a été réitéré par le Président de la République de Madagascar SEM Andry Rajoelina lors de l'événement "Tanora Mandrafitra Ny Ho Avy." Organisé conjointement par le programme FIHARIANA, le Ministère de la Jeunesse et des Sports avec l'appui du PNUD et les contributions de UNFPA en novembre 2021, cet événement visait à restituer les acquis du Sommet YouthConnekt d'Accra et était une opportunité de plus pour les jeunes et les entrepreneurs pour s'inspirer et accroître le développement de l'entrepreneuriat à Madagascar.

Mariah et l'autonomisation des femmes d'Anjapaly, levier de changement pour la paix dans l'Androy



Mariah vit à Behodatsy, un des villages les plus touchés par la famine dans l'extrême Sud de Madagascar, dans la commune d'Anjapaly, district de Tsihombe, dans la région de l'Androy. Hormis les morts, dont son neveu de cinq mois, elle a vu bon nombre de ses amis migrer vers d'autres régions pour fuir les conditions de vie misérables d'Anjapaly.

La situation était d'autant plus difficile à vivre pour elle et les femmes de sa communauté car les femmes, dans la culture patriarcale de l'Androy, ne bénéficient pas des mêmes droits que les hommes et ont un statut socialement inférieur. Elles n'ont aucun droit de parole, notamment lors des prises de décision, et elles sont parfois victimes de violence au sein même de leur couple. Elles sont encore souvent assignées aux seules tâches ménagères, car même si elles s'occupent aussi des petites activités agricoles, elles sont rarement autorisées à pratiquer une activité susceptible de rapporter des revenus au ménage. Or pendant la crise, les revenus apportés par l'époux se sont avérés insuffisants pour assurer correctement la survie du ménage. Désormais, les femmes veulent s'émanciper.



Et le changement se fait sentir. Le projet REAP*, appuyé par le Peace Building Fund - Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, vise à réduire les tensions liées aux migrations non maîtrisées entre l'Androy et le Menabe, à travers : la promotion et le renforcement du rôle des femmes dans la prévention et la résolution pacifique de conflits ; le développement d'activités génératrices de revenus pérennes, rentables et respectueuses de l'environnement ; le renforcement des capacités des autorités nationales et locales pour qu'elles soient en mesure de répondre de manière proactive aux menaces liées aux migrations non maîtrisées.

Depuis les interventions du projet, treize (13) communes de Tsihombe, région de l'Androy, ont bénéficié de formations notamment sur les droits des femmes, ainsi que des activités génératrices de revenus dont la pêche, initialement réservée aux hommes.

Avec neuf autres femmes de son village, Mariah et ses amies se sont constituées en un « *kaomitin-draokemba* » ou comité de femmes. Sélectionnées par le projet pour leur leadership, elles sensibilisent les autres femmes et les hommes du village sur l'importance des droits des femmes et de leur responsabilisation dans d'autres activités en dehors du foyer.

Mariah est la présidente du comité de son village :
« Le kere a détruit nos vies, nos proches ont fui la région. Mais grâce aux formations que nous avons reçues, nous sommes aptes à travailler, nous sommes épanouies à tel point que nous avons pu changer la situation au village. Nous pouvons même aller pêcher et vendre les produits pour gagner de l'argent ».

Le projet leur a octroyé une pirogue qu'elles louent aux hommes pêcheurs, pour les activités halieutiques. Avec l'argent perçu de la location de cette pirogue et de la vente des produits pêchés, elles espèrent s'offrir d'autres pirogues, et sur le long terme, elles prévoient même de construire un local avec des matériels réfrigérants pour stocker des vivres en prévision des périodes de famine (poissons, blé...). Cela leur évitera de subir les flambées de prix et contribuera également à réduire les migrations, favorisant ainsi à long terme la paix et la cohésion sociale dans leur village.

Le projet Répondre aux menaces à la paix et à la cohésion sociale liées aux migrations non maîtrisées par l'appui à l'autonomisation et à la promotion des femmes à Madagascar – REAP est appuyé par le PBF et mis en œuvre par l'OIM et le PNUD.

Le dernier – né de Kinta, maman de 8 enfants, a pu survivre à la malnutrition aiguë

« Cela fait trois semaines que mon enfant n'a pas mangé. Il présentait de nombreux signes de malnutrition : il était très fatigué, déshydraté, manquait de nourriture. C'est pour le sauver que je suis venue au CSB », confie Kinta, une mère de famille.

Le petit dernier de cette maman de 8 enfants, a pu survivre en dépit de la malnutrition aiguë qui l'avait frappé. Elle a rejoint le Centre de Santé de Base de Behara, à Ambovombe pour y bénéficier des services mis à la disposition des victimes de la malnutrition dans le district d'Ambovombe. L'angoisse et l'inquiétude de cette mère se sont donc dissipées dès qu'elle a décidé de s'en remettre aux responsables du centre. Les services qui y sont dispensés s'inscrivent dans le cadre des interventions intégrées de l'UNICEF et du PAM au profit des enfants de moins de cinq ans en proie à la malnutrition. Cela consiste à l'accompagnement des mères par la distribution de rations nutritionnelles et alimentaires, ainsi que l'octroi d'une consultation gratuite.

Grâce au projet conjointement mené par l'UNICEF et le MEDAIR, Kinta et d'autres bénéficiaires ont pu avoir de l'eau et du savon pour se laver, ainsi que du produit pour purifier l'eau. « *Auparavant, nous avons vécu un véritable calvaire mais aujourd'hui, notre situation s'est nettement améliorée. Nous avons reçu un appui conséquent de la part du projet du MEDAIR et l'UNICEF* », se réjouit Kinta. Elle affirme avoir également bénéficié d'une formation pour améliorer la nutrition de ses enfants. Cette journée-là, elle fait partie des bénéficiaires de plusieurs dons distribués au CSB II comme des bidons, du savon et du produit SRO. A l'instar d'une grande partie des habitants du district d'Ambovombe, l'agriculture est la principale activité de subsistance de cette jeune mère. Elle déplore néanmoins la pénurie d'eau qui empêche d'obtenir correctement des récoltes. Kinta a émis le souhait de voir le projet se poursuivre afin de leur permettre de s'épanouir.



Mais cette mère de famille et son fils ne sont pas un cas isolé, d'autres enfants attendent encore d'être sortis de la situation de malnutrition aiguë dans laquelle ils vivent. Face à cela, le système des Nations Unies et ses partenaires réitèrent leur engagement afin de mieux accompagner les mères et leurs enfants. Le Coordonnateur résident fait appel aux donateurs et aux acteurs humanitaires en vue de rassembler le maximum de services, avoir le maximum d'impact, aller au-delà de la réponse d'urgence et se mettre sur la voie de la résilience. La consolidation des acquis des interventions, tel est le type de modèle que le Système des Nations Unies souhaite mettre en place pour briser le cercle vicieux du « kere » dans le Sud afin de ne laisser personne pour compte.

Leur vie a changé, elles en témoignent: Victorine, Tuléar



Silhouette fine, un bandeau sur la tête et un sourire aux lèvres, Victorine nous accueille chaleureusement devant son portail. Avec ses pas pressés, elle a hâte de nous montrer les robes et les hauts qu'elle a cousus et qui attendent les personnes qui les lui ont commandés. « Voilà ce que je couds maintenant. J'ai déjà fait de la couture auparavant et mes techniques et ma créativité se sont améliorées depuis la formation en coupe et couture » .

Abandonnée sans aucune ressource par son compagnon, Victorine est mère célibataire. Ayant à cœur de vivre confortablement et d'assurer son épanouissement et celui de son enfant, Victorine était serveuse dans un petit restaurant pour subvenir à ses besoins quotidiens. Survivante de violence économique, elle a bénéficié des cours de coupe et couture à Tuléar.

“Maintenant j'ai des commandes régulières de robes, de t-shirts et de sacs. Les sacs se vendent très bien surtout dans les villages en périphérie de Tuléar. Je reçois au moins une dizaine de commandes chaque semaine. Je travaille aussi avec ma sœur qui démarché mes produits. À cela je retaille des vêtements d'occasion que je revends et les gens les aiment bien aussi. Je les dépose le matin auprès d'un commerçant au marché et je récupère mes bénéfices le soir”, nous confie Victorine.

“Cette formation m'a beaucoup aidée à retrouver l'équilibre. Maintenant je gère mon temps et je peux m'occuper convenablement de mon enfant. Je gagne plus qu'avant et je suis vraiment contente de ce qui m'arrive. Si j'ai un conseil à donner aux jeunes femmes qui subissent des violences, c'est d'aller voir les intervenantes du CECJ Toliara appuyé par UNFPA. Non seulement elles donnent de précieuses recommandations mais nous orientent également vers les opportunités qui nous changent la vie. Je n'ai pas regretté d'être allée là-bas et je n'échangerai en rien la vie que je mène maintenant.”



03.
**Perspectives
pour l'année
2022**

L'année 2022 sera une année très importante pour le SNU à Madagascar pour accélérer la mise en œuvre de l'UNSDCF, en étroite collaboration avec ses partenaires, et de contribuer ainsi au relèvement du pays de la crise Covid-19 et à sa progression vers le Programme 2030.

Renforçant la collaboration inter-piliers, le SNU à Madagascar cherchera à intégrer davantage la prévention dans la planification et la programmation. En vue de contribuer à la réduction des risques et des vulnérabilités générant des besoins humanitaires et des conflits, le SNU se concentrera davantage sur la résilience et renforcera l'approche nexus plutôt dans des zones géographiques prioritaires (par exemple le Sud) ou des domaines prioritaires (par exemple la réduction de risques de catastrophe), mettant l'accent sur les causes structurelles et systémiques des déficits de développement.

Avec un engagement renouvelé envers le principe de ne laisser personne de côté, le SNU vise à améliorer ses performances, en interne et en externe, pour la prise en compte des situations spécifiques de certains groupes qui sont ou risquent d'être laissés pour compte, comme les personnes vivant avec un handicap, les jeunes et les femmes.

Le SNU attache une grande importance à la transparence et à la redevabilité, et en ce sens le SNU prévoit d'améliorer la gestion, l'accessibilité et la diffusion de données et de rapports.

La poursuite de la mise en œuvre du BOS devrait permettre d'éviter des coûts supplémentaires en 2022. D'autres initiatives à explorer au cours de l'année, telles que la mise en place de locaux communs et de back-offices communs, sont également censées de contribuer à l'évitement de coûts et à une efficacité accrue du SNU.



« Nous sommes dans l'urgence à Madagascar : l'urgence humanitaire du Grand Sud, l'urgence de trouver des solutions pour aller vers la résilience et pour créer des ponts vers un développement durable et l'urgence d'apporter du bien-être à une population qui subit la Covid-19 et le changement climatique. »

Issa SANOGO,

**COORDONNATEUR RÉSIDENT
NATIONS UNIES MADAGASCAR**



NATIONS UNIES MADAGASCAR



RAPPORT DES RÉSULTATS
MADAGASCAR, 2021

Maison Commune des Nations Unies
Zone Galaxy, Rue du Dr Raseta Andraharo
Antananarivo 101 - Madagascar
Téléphone: +261 20 23 300 92 / +261 32 07 466 69

Retrouvez-nous sur

